

3 décembre 2007 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les relations franco-algériennes, notamment économiques, à Alger le 3 décembre 2007.

Mesdames et Messieurs les Ministres,
Madame la Présidente du MEDEF,
Monsieur le Président du Forum des Chefs d'Entreprises,
Mesdames et Messieurs,

C'est en m'exprimant devant vous que j'ai souhaité commencer cette visite d'Etat. Parce que je suis venu en Algérie pour parler d'avenir. Parce que je suis venu pour bâtir. Bâtir entre nos deux peuples un partenariat d'exception. Parce que j'attends de vous que vous soyez des acteurs essentiels de cette grande ambition en multipliant entre nos deux pays les projets, les emplois, les solidarités concrètes.

Je suis venu en Algérie pour bâtir entre nos deux peuples un avenir de solidarité partagée. Parler d'avenir, ce n'est pas ignorer le passé. Je suis convaincu depuis toujours que pour bâtir un avenir meilleur on doit au contraire regarder le passé en face. C'est d'ailleurs ce que nous avons fait en Europe. C'est le travail de mémoire que je suis venu proposer au peuple algérien. Oui, le système colonial a été profondément injuste, contraire aux trois mots fondateurs de notre République : liberté, égalité, fraternité.

Mais il est aussi juste de dire qu'à l'intérieur de ce système profondément injuste, il y avait beaucoup d'hommes et de femmes qui ont aimé l'Algérie, avant de devoir la quitter. Oui, des crimes terribles ont été commis tout au long d'une guerre d'indépendance qui a fait d'innombrables victimes des deux côtés. Et aujourd'hui, moi qui avais sept ans en 1962, c'est toutes les victimes que je veux honorer. Notre histoire est faite d'ombre et de lumière, de sang et de passion. Le moment est venu de confier à des historiens algériens et français la tâche d'écrire ensemble cette page d'histoire tourmentée pour que les générations à venir puissent, de chaque côté de la Méditerranée, jeter le même regard sur notre passé, et bâtir sur cette base un avenir d'entente et de coopération.

Notre relation n'a pas d'équivalent. Ce n'est pas qu'une question d'histoire. C'est d'abord une affaire de géographie : nous sommes voisins de part et d'autre d'une mer qui a toujours été un trait d'union et non une barrière. C'est enfin et surtout l'intensité unique de la relation entre nos deux peuples. La communauté algérienne est la première communauté étrangère en France. Mais plus important encore, c'est aujourd'hui un français sur dix qui éprouve pour l'Algérie des sentiments très forts parce qu'il y est né, parce qu'il y a vécu, parce que ses parents ou ses grands-parents en sont venus et ont fait le choix de s'établir en France.

Faire le choix d'une pleine intégration dans notre République ne signifie pas renoncer à ses racines. Au contraire : les deux doivent aller ensemble, et c'est ainsi que nous pourrions bâtir dans l'ouverture, la tolérance, le respect de l'autre, un avenir partagé.

En France comme en Algérie, nous devons combattre avec une détermination sans faille toute expression de racisme, toute forme d'islamophobie, toute forme d'antisémitisme. Quand on menace un Arabe, un Musulman ou un Juif en France, on menace la République. Le racisme, l'islamophobie, l'antisémitisme ne s'expliquent pas, ils se combattent. Ce qui vaut pour la France vaut partout ailleurs dans le monde. Il n'y a rien de plus semblable à un antisémite qu'un islamophobe. Tous deux ont le même visage, celui de la bêtise et celui de la haine.

Le peuple algérien, au cours des années 90, a eu à livrer un terrible combat contre la barbarie

Le peuple algérien, au cours des années 90, a eu à livrer un terrible combat contre la barbarie terroriste. Les terroristes sont des barbares. Le peuple algérien a combattu, seul, au nom de valeurs qui nous sont communes : la tolérance, la liberté, le refus de la violence. Sa victoire sur le terrorisme est un succès majeur qui nous concerne tous, car l'installation à Alger d'un régime de type taliban n'aurait pas été seulement une tragédie pour l'Algérie : elle aurait été une catastrophe pour tous les pays riverains de la Méditerranée. Je n'ai jamais été de ceux qui ont donné des leçons aux Algériens pendant ces années sombres. D'abord parce que l'Algérie n'a pas de leçons à recevoir. Et ensuite parce que ceux qui lui faisaient la leçon se plaçaient de facto du côté des ennemis de la démocratie. Je dirai demain au Président Bouteflika mon respect pour le courage et la détermination du peuple algérien tout au long de cette épreuve. Je lui dirai aussi la confiance de la France dans l'avenir de l'Algérie.

Oui, j'ai confiance. Oui, je crois en l'avenir de l'Algérie. Une Algérie stable et pluraliste, prospère et dynamique, capable de transformer sa richesse d'aujourd'hui en investissements pour demain. Une Algérie où tous les Algériens doivent pouvoir espérer un avenir meilleur. Participer à cette grande ambition est dans notre intérêt. Parce qu'un échec de l'Algérie serait aussi un échec pour la France et serait un échec pour toute l'Europe. Nous devons tous contribuer à l'avenir de l'Algérie, dans le respect de ses choix et de ses souhaits, avec amitié. Mieux : dans un esprit de fraternité. C'est pourquoi nous devons aussi aller plus loin pour faciliter la circulation des personnes entre les deux rives de la Méditerranée.

Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux de constater que je ne suis pas le seul à avoir confiance en l'Algérie et à faire le pari de l'avenir. Cent cinquante entreprises françaises ont voulu faire le voyage avec moi pour participer à cet événement organisé par le M EDEF et le Forum des chefs d'entreprises. J'y vois la preuve qu'au delà des relations d'État à État, il existe une véritable communauté d'intérêts pour les entrepreneurs de nos deux pays, et une capacité à nouer des liens directs, basés sur la même intelligence des opportunités à venir. Ce sont ces relations directes et de confiance que je souhaite encourager aujourd'hui.

Il est vrai que l'Algérie et la France sont depuis longtemps deux partenaires stratégiques dans le domaine économique. Sur le continent africain, l'Algérie est le premier client de la France. Le deuxième après la Chine pour les pays hors OCDE. La France est le premier fournisseur de l'Algérie, avec près de 20% de parts de marché. En matière énergétique, l'Algérie est notre troisième fournisseur de gaz, avec 16% de nos approvisionnements. Cette relation économique est exceptionnelle mais, je vous le dis avec franchise, notre position n'est pas un droit acquis. Nous n'avons pas ici de parts de marché qui devraient nous être réservées au prétexte que nous avons une histoire commune. L'Algérie est un pays libre, l'Algérie est un pays indépendant, qui décide librement et nous respectons ses choix et ses décisions. Les entreprises françaises partent à égalité avec les autres et elles gagneront parce qu'elles sont les meilleures et qu'elles veulent être les meilleures. Nous n'avons pas à avoir peur de la concurrence, asiatique ou autre. C'est le rapport qualité/prix qui prime, et nos entreprises savent ce qu'est la qualité des produits et des hommes. Nos entreprises connaissent également l'importance de la formation technique, qu'elles doivent désormais intégrer systématiquement dans leurs offres, en allant jusqu'à de véritables transferts de technologie. Cet effort de formation, nous le ferons !

En juillet dernier, j'avais demandé au Président Bouteflika ce qu'il attendait de la France. Il m'avait répondu : « aidez-nous à entrer dans le club des pays émergents ». Je n'ai pas oublié ce message. La première façon pour nous de le faire, c'est d'abord d'encourager nos entreprises à participer à l'effort de modernisation de l'Algérie et à y investir.

Les contrats que nous allons signer demain s'élèvent à plus de 5 milliards d'euros ! Il s'agit pour l'essentiel d'équipements structurants pour la modernisation de l'Algérie : tramways d'Oran et celui de Constantine, gestion du métro d'Alger, maîtrise d'œuvre d'une autoroute, ligne ferroviaire, usine pétrochimique, barrages, centrale thermique. Demain, je l'espère : des TGV, des Airbus, des centrales nucléaires. Les entreprises françaises savent faire et répondront toujours « présent » quand on aura besoin d'elles.

Ces grands contrats concrétisent le « partenariat d'exception » que j'ai voulu avec le Président

Bouteflika. Ce partenariat est centré sur des projets stratégiques pour l'avenir de nos deux pays. Ce partenariat concret et opérationnel pour nos citoyens. Pour moi, l'amitié ne se traduit pas par des mots, par des traités ou par des discours mais par des projets, par des actes, par des décisions.

Une Algérie qui souhaite rentrer dans le club des pays émergents, c'est aussi une Algérie qui dès aujourd'hui construit une stratégie de développement à long terme, qui dès aujourd'hui pense à l'après-pétrole. Et là encore, la France veut répondre présent. Nous avons décidé, avec le Président Bouteflika, de nous engager ensemble dans un autre grand chantier, un autre grand partenariat, celui de l'énergie nucléaire civile. Un accord sera paraphé devant nous pour concrétiser cette volonté.

Dans le message du Président Bouteflika, j'ai également entendu l'invitation faite aux entreprises françaises à investir davantage en Algérie, à l'aider à diversifier son économie, à l'aider à conforter par le résultat le bien fondé des réformes économiques jusqu'ici entreprises. Nous ne partons pas de rien : sur les trois dernières années, les investissements français en Algérie ont triplé, 300 millions d'euros en 2006. Nous sommes le premier investisseur hors hydrocarbures. Cela, nous le devons aux efforts et à la détermination de celles de nos entreprises qui ont fait le choix de s'implanter en Algérie, dans des conditions qui sont parfois difficiles.

Mais il faut maintenant passer à la vitesse supérieure ! Au regard du potentiel offert par l'Algérie et de l'importance de nos relations, nous pouvons, nous devons faire beaucoup mieux ! J'appelle nos chefs d'entreprise à s'engager plus encore. Le marché algérien est riche de promesses.

L'Algérie a aujourd'hui des finances parmi les plus saines du monde et un exceptionnel programme d'investissements : 180 milliards de dollars sur 5 ans ! Des réformes ont été engagées pour moderniser l'économie. Je salue les efforts d'ouverture accomplis depuis l'an 2000, avec la mise en oeuvre de l'accord d'association avec l'Union Européenne et les négociations en vue d'une accession à l'OMC. La France soutient ces réformes, la France aidera l'Algérie, dans le respect des compétences de l'Union européenne, en vue de son entrée à l'OMC.

J'aurai aussi l'occasion de rappeler au Président Bouteflika que les entreprises françaises sont prêtes, depuis longtemps, à investir dans le cadre du programme de privatisation du gouvernement algérien, dans le secteur industriel, dans le secteur bancaire. Concrétiser ce type d'investissement, ce serait donner un signal formidable de notre volonté de travailler ensemble. La France veut travailler avec l'Algérie.

Certes, on me dit que les réformes prennent du temps et que des obstacles divers subsistent pour les investisseurs. Mais nous ne sommes pas là pour nous cacher derrière les problèmes. Nous sommes là pour en parler, pour avoir des échanges francs et constructifs avec les autorités algériennes. C'est le sens du « livre blanc » qui a été rédigé. Je félicite les entreprises françaises présentes sur le terrain qui en sont à l'origine, car elles ne se sont pas contentées de faire la liste des difficultés, elles ont, à chaque fois, en liaison avec leurs homologues algériennes qui rencontrent les mêmes problèmes, suggéré les solutions possibles.

Investir en Algérie, c'est d'abord faire confiance à l'Algérie pour se développer, et pour se réformer. Nous avons confiance et c'est cela la première signification de ma visite. Vous n'avez pas besoin d'amis pour les bons jours, qui vous laisseront tomber les mauvais jours. Dans la politique, on est spécialiste de ce genre d'amis. Ce n'est pas cela que je suis venu proposer à l'Algérie. Je suis venu proposer qu'avec nos entreprises, on crée des emplois en Algérie, on investisse en Algérie, parce qu'investir en Algérie, c'est investir pour la stabilité de l'Europe et de la France, pas simplement pour la stabilité de l'Algérie.

Je veux que la France redevienne le premier investisseur étranger en Algérie. Nous en prenons le chemin, avec les investissements envisagés par TOTAL à Arzew et par GDF sur le gisement de TOUAT, qui représentent environ 2 milliards d'euros. Je me réjouis également du projet d'ALSTOM de construction d'une usine de montage de tramways ici, en Algérie.

Il faut tirer le meilleur parti des liens humains exceptionnels entre nos deux pays. Je l'ai dit, un Français sur dix a un lien personnel avec l'Algérie. Plus d'un million d'Algériens vivent en France.

Ils y forment une communauté très active. Avec 250 filiales en Algérie, les sociétés françaises emploient quant à elles directement 22.000 personnes. Autre preuve de cette étroite imbrication de nos deux sociétés : nous mettons souvent en avant les grands contrats, mais ce sont des PE, situées aux quatre coins de la France, qui réalisent la moitié de nos exportations avec l'Algérie. C'est pour renforcer l'implication de ces PME qu'un programme de « compagnonnage » a été lancé. Il doit inciter les PME françaises et algériennes à travailler ensemble. J'encourage les régions françaises à participer à cet effort. Je me réjouis en particulier des efforts de la ville de Marseille, Monsieur le Maire, de la région PACA, Monsieur le Président, pour nouer des partenariats durables et structurants avec des PME algériennes. Le souhait de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille-Provence d'ouvrir à Alger une "Maison de Marseille-Provence", sera aussi un signe important pour les PME du sud de la France. Je vous encourage à faire aboutir ce projet. Je veux rendre également hommage au MEDEF et à la Chambre Française de Commerce et d'Industrie d'Algérie, qui sont un soutien très précieux pour nos PME.

Une autre façon d'aider l'Algérie à entrer dans le club des pays émergents, c'est de la soutenir dans sa politique d'amélioration de la formation. C'est l'un des axes forts de ma visite et je veux en faire la priorité de notre coopération au cours des prochaines années. C'est le sens de la « Convention de Partenariat » qui sera signée demain. La France a déjà participé à la création de l'Ecole Supérieure des Affaires, qui vient d'être classée meilleure école de management du continent africain. Nous aidons également à la création du futur « Institut supérieur de Technologies », à la réforme des grandes écoles, sans parler des bourses que nous accordons à des étudiants algériens. Je soutiens l'ambitieux projet d'Université algéro-française qu'il faudra bien réaliser un jour, et arrêter d'en parler. En tout cas, la France est prête pour ce projet. Enfin, les entreprises françaises et algériennes ont un rôle essentiel à jouer dans la création de cette Union Méditerranéenne qui me tient à coeur. Le précédent de la CECA en Europe a montré l'importance des entreprises dans l'intégration européenne. Votre forum est le fruit d'une relation de confiance entre organisations professionnelles françaises et algériennes, qui est appelée à occuper une place centrale dans la communauté d'affaires méditerranéenne.

L'Algérie a tous les atouts pour réussir : elle a les ressources, mais surtout, l'Algérie a la jeunesse, la jeunesse est un défi, mais elle est une richesse. J'en parlerai à Constantine, devant les étudiants.

Partout, de jeunes entrepreneurs courageux et imaginatifs, en dépit des difficultés qui subsistent, créent des entreprises : à Constantine, dans la pharmacie £ à Bordj Bou Arreridj, dans l'électronique £ à Annaba, dans l'agro-alimentaire £ à Alger dans les services £ à Oran dans l'environnement. Oui, je crois à l'avenir de l'Algérie et je sais que vous y croyez vous aussi, les entrepreneurs d'Algérie et de France, qui êtes là si nombreux. Je crois que nos pays ont beaucoup à faire ensemble et ce qu'ils ont à faire est beaucoup plus important que ce qu'ils ont déjà fait. Le passé, il existe, l'avenir il est à construire. Moi, je suis venu pour construire. Je ne suis pas venu pour la nostalgie. Je suis venu pour l'avenir, pour l'amitié et pour la confiance entre l'Algérie et la France.

Je vous remercie.